

Les crédits

de 1984 à 1991 et le nombre de collisions évitées de justesse par les aéronefs immatriculés au Canada a augmenté d'environ 400 entre 1985 et 1989.

Le ministre des Transports peut-il nous dire pourquoi il manipule ainsi les chiffres et pourquoi il refuse de divulguer des statistiques cruciales?

M. le Président: Le député fait une allégation carrément inacceptable.

* * *

LES PETITES ENTREPRISES

M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État responsable des Petites entreprises.

J'ai récemment rencontré un dénommé Alvin Starr, co-propriétaire d'une petite entreprise de Markham qui se spécialise dans l'élaboration de logiciels pour le secteur médical et les industries de défense. Il a bien du mal à faire affaire avec le gouvernement du Canada.

Comme le ministre le sait, les États-Unis ont un programme réservant une certaine proportion des marchés aux petites entreprises. Le ministre d'État responsable des Petites entreprises étudie-t-il sérieusement la possibilité de créer un programme similaire à celui qui s'est avéré si efficace aux États-Unis?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je remercie le député pour sa question très judicieuse. Nous n'avons pas un tel programme pour les petites entreprises et, en fait, je ne suis pas en faveur de ces programmes sous leur forme actuelle. Le programme en vigueur aux États-Unis sert plus à fixer un maximum qu'un minimum.

À l'heure actuelle, au Canada, 61 p. 100 de tous les marchés de services négociés par l'entremise du MAS., c'est-à-dire au-delà de 85 000 d'entre eux, sont conclus avec des petites entreprises. De plus, les entrepreneurs principaux font constamment appel à des petites entreprises comme sous-traitants.

Nous avons également un système d'adjudication publique, de même qu'une Commission de révision des marchés publics qui offre des possibilités aux petites entreprises. De plus, à compter de demain, nous aurons une nouvelle politique sur le contenu canadien qui devrait aider les petites entreprises, sans pour autant être similaire au programme appliqué aux États-Unis à l'égard des petites entreprises.

M. le Président: Je m'excuse de la confusion auprès du député d'Esquimalt—Juan de Fuca. Peut-être veut-il poser une question?

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, je vais, non sans peine, essayer de fondre ma question et ma question supplémentaire en une seule. J'aurai moi-même une réponse à présenter si le ministre ne peut en donner une.

Hier, le gouvernement a publié une brochure sur les négociations relatives à un accord de libre-échange nord-américain. À la fin de la brochure, on pose la question suivante: Mais comment pouvons-nous concurrencer les salaires moins élevés du Mexique? On explique ensuite que les salaires ne représentent souvent qu'un pourcentage relativement faible du coût de production total.

Voici les deux questions fondues en une seule que j'adresse au ministre du Commerce extérieur. A-t-il pris connaissance d'études sectorielles précises sur la production manufacturière dans ce pays, études qui prouveraient que les salaires ne sont pas un facteur entrant en ligne de compte? Par exemple, la seule étude connue sur l'industrie des pièces d'automobiles révèle. . .

Des voix: Règlement.

M. Barrett: Monsieur le Président, je poserai peut-être ma question demain.

M. le Président: C'est sans doute ce qu'il y a de mieux à faire.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

M. le Président: Je signale aux députés la présence à notre tribune de l'honorable John Penner, ministre de l'Énergie et des Mines de la Saskatchewan.

Des voix: Bravo!

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—LES DROITS DES FEMMES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M^{me} Clancy (p. 9052).